

## SÉTIF

# Scandale à Algérie Poste

Un autre scandale vient, encore une fois, ébranler la ville de Sétif en ce début de l'année et s'ajouter à la liste des nombreuses affaires scabreuses de détournement et de mauvaise gestion enregistrées l'année écoulée à travers plusieurs entreprises étatiques implantées dans la wilaya de Sétif.

La dernière en date concerne la Direction régionale d'Algérie Poste, et le principal accusé n'est autre que le sous-directeur régional chargé des finances qui vient d'être suspendu de ses fonctions par la direction générale en attendant sa comparution devant le conseil de discipline pour mauvaise gestion, dilapidation de deniers publics et passation de marchés douteux.

L'affaire a été mise à nu grâce à l'Inspection générale des finances (IGF) qui, en enquêtant sur les affaires de gestion financière et de ressources humaines d'Algérie Poste pour les quatre dernières années, a décelé plusieurs anomalies, notamment celles relatives aux paiements des factures de certains opérateurs privés et qui, selon l'IGF, étaient contraires à la réglementation et entachées d'irrégularités. Même si le préjudice occasionné à Algérie Poste demeure inconnu, nos sources affirment que le montant détourné se chiffre à des dizaines de millions de centimes et que seule une enquête approfondie pourrait l'évaluer.

L'Inspection générale des finances a, dans son rapport, fait savoir que le sous-directeur des finances de la direction régionale d'Algérie Poste procédait au paiement cash de ses factures en puisant directement de la trésorerie.

Alertée de ce trou financier, la tutelle a aussitôt suspendu le sous-directeur régional chargé des finances ainsi que le responsable chargé du contrôle, et ce après qu'une commission d'enquête interne constituée d'inspecteurs centraux d'Algérie Poste eut confirmé l'existence de détournement et dilapidation. Le rapport de la commission d'enquête a aussi révélé que le paiement de ses factures douteuses se faisait cash au niveau des bureaux de poste de Ben-Badis, Ain-Tebinet et Ain-Arnat.

Le rapport fait aussi mention de certaines anomalies dans le règlement des factures de certains opérateurs privés. En effet, la commission a découvert que certaines factures, datant de plus d'un an n'ont pas été honorées, alors que d'autres appartenant à des privilégiés et datant de moins d'une semaine ont été payées rubis sur l'ongle par le responsable indécrottable.

Contacté pour de plus amples informations, le directeur régional d'Algérie Poste à Sétif, a tenu à confirmer la suspension du sous-directeur régional chargé des finances par décision de la tutelle, mais a démenti l'information selon laquelle les factures ont été réglées de manière cash à travers les bureaux de poste cités plus haut.

Imed Sellami

## L'OPTION DU TROISIÈME MANDAT SE PRÉCISE

# La précampagne de la présidentielle débute à Tamanrasset

**Abdelaziz Bouteflika a débuté hier une visite de deux jours dans la wilaya de Tamanrasset. Une visite menée tambour battant et qui semble être mise à profit pour lancer la précampagne de la présidentielle de 2009.**

De notre envoyé spécial à Tamanrasset, Tarek Hafid

Ceux qui pensaient qu'un troisième mandat présidentiel pour Bouteflika n'est que la volonté du FLN de Belkhadem et de quelques organisations satellites ont finalement tort. La visite que mène depuis hier Abdelaziz Bouteflika dans la wilaya de Tamanrasset n'a tourné qu'autour d'un seul et unique slogan : «Ouhda talita». Et on pourrait même annoncer que la précampagne de la présidentielle a débuté dans le Hoggar. Mais la population de cette région ne semble pas véritablement consciente des enjeux de 2009.

Lors du traditionnel bain de foule, qui s'est déroulé dans l'artère principale de la ville, les tamansassetis ont accueilli le président par des cris et des sifflements. Point de slogan ! «Surtout n'allez pas croire qu'ils huent le chef de l'Etat. C'est plutôt leur façon d'exprimer leur joie», explique un responsable local. Pourtant, le «chauffeur de foules» présidentiel, un certain Mohamed Salah, n'a ménagé aucun effort pour tenter d'imposer le slogan pour le



Bouteflika accueilli par des cris et des sifflements.

troisième mandat auprès des citoyens.

L'homme, habillé en tenue traditionnelle targaïe, obtiendra de meilleurs résultats avec les centaines d'enfants regroupés au nouveau complexe sportif. Ces derniers reprendront en chœur le mot d'ordre. A la grande satisfaction du président qui, pour démentir les rumeurs à propos de son état de santé, ne manquera pas de donner quelques coups de tête dans un ballon.

Pour sa part, le Front de libération nationale ne compte pas rester en marge de cette grand-messe. Selon Mahmoud Gmama, mouhamed et député de Tamanrasset, le FLN envisage de lire une motion pour inviter Abdelaziz Bouteflika à réviser la Constitution et à se présenter

aux élections de 2009. «Nous devons faire entendre la voix de notre parti. Nous avons choisi de lire cette motion à In Salah», a affirmé Mahmoud Gmama. In Salah, daïra distante de 700 kilomètres de Tamanrasset, accueillera aujourd'hui le président et la délégation de 11 ministres qui l'accompagne.

La pose de la première pierre du projet de transfert des eaux In Salah- Tamanrasset est le principal point inscrit au programme de cette deuxième étape de cette visite. Ce projet de première importance, d'un coût total de 1 milliard de dollar, permettra d'ici trois ans d'alimenter en eau potable la ville de Tamanrasset à partir de la nappe phréatique de l'Albien. Mais les besoins des habitants de cette wilaya ne se

limitent pas uniquement à l'eau potable.

La santé, l'emploi et le transport figurent parmi leurs préoccupations. «Ecrivez que tout le monde sache que nous souffrons ici. Dites qu'il n'y a pas d'hôpital digne de ce nom dans toute la région de Tamanrasset. La population ne vit pas, elle survit», explique un notable targaï. Selon lui, le président de la République n'aurait pas dû limiter sa visite aux villes de Tamanrasset et In Salah. «La réalité est ailleurs. Il devrait plutôt se rendre à In Guezam, Tin Zaouatine, Ideles ou encore à Abalessa.»

Mais à l'heure actuelle, la situation de ces populations n'est certainement pas la priorité du pouvoir central. Les enjeux sont ailleurs...

T. H.

## DÉGRADATION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE

# Pourquoi a-t-on désarmé les patriotes ?

**La situation sécuritaire, préoccupante au plus haut point, du fait de la recrudescence des attentats kamikazes, a inspiré au ministère de l'Intérieur un appel à la vigilance des citoyens. On ne peut qu'applaudir à cette lucidité. Mais n'est-il pas paradoxal d'appeler à une vigilance citoyenne pendant que tout, par ailleurs, discours et démarche, concourt à asseoir la démobilisation ?**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - C'est, en effet, à ce même citoyen que la surcharge discursive officielle invite à croire à une paix revenue que l'appel à la vigilance est adressé. L'appel en question, qui ne saurait pour autant être contestable, sonne franchement une grave dichotomie entre l'attitude observée depuis 1999 à l'égard du terrorisme et cet éveil à l'impératif de mobilisation vigilante.

L'incohérence est d'autant plus flagrante que le pouvoir politique s'entête toujours dans son refus d'admettre une réalité sécuritaire des plus

moral ne pouvait qu'être à plat du moment que la République a été forcée à chérir ceux qui ont organisé et entrepris de la mettre à mal à travers la violence terroriste. Et cette épreuve de violence se poursuit encore à travers les meurtrières déflagrations kamikazes. Alger, pour ne citer que la capitale, se barricade par îlots entiers.

La menace terroriste est donc bien réelle, pesante. Le discours officiel, cependant, rate de se mettre en phase avec cette réalité. Fuite en avant ?

À plus d'un égard. Même lorsque des officiels ont eu à réagir aux attentats kamikazes, ils se sont bien gardés de parler franchement de terrorisme. Il a été beaucoup plus de l'exposé des hypothèses sur le mode de déclenchement de l'explosion de l'engin de mort que de la violence en tant qu'acte terroriste. C'est ce même manque de courage ou de

volonté politique qui a fait longtemps éviter, chez les officiels, l'évocation de la nature du terrorisme.

Conséquemment, la lutte antiterroriste, y compris du temps du tout sécuritaire, ne s'est pas accompagnée véritablement d'une lutte contre les fondements idéologiques du terrorisme.

Bannir le mal, c'est surtout s'attaquer à ses causes. Or, le pouvoir algérien ne semble pas disposé à faire sien cette vérité axiomatique.

L'appel à la vigilance citoyenne diffusé après les meurtriers attentats kamikazes aidera pour sûr à éviter des victimes supplémentaires mais ne saura se substituer à la lutte véritable contre le terrorisme. Une lutte qui ne devra pas s'encombrer de réconciliation version charte pour la paix, autrement dit, amnistie générale, dans les faits.

S. A. I.